



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 1 (2023)

Faits saillants

- ❖ Singapour : croissance du PIB de 3,8% en 2022
- ❖ Indonésie : déficit public de 2,4% du PIB en 2022, inférieur à la prévision initiale de 4,8%
- ❖ Thaïlande : légère accélération de l'inflation en décembre après une phase de décrue

❖ LE CHIFFRE À RETENIR

+42%

Hausse des exportations de riz du Cambodge vers l'UE en 2022, son deuxième marché après la Chine

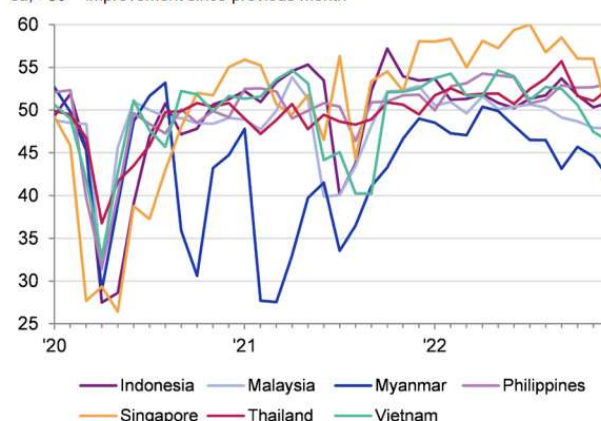
Région

PMI : recul de l'indice manufacturier pour le 3^{ème} mois consécutif en décembre

L'indice PMI, reflétant le niveau de confiance des entreprises dans le secteur manufacturier, s'est élevé à 50,3 après 50,7 en novembre. La croissance du secteur manufacturier de l'ASEAN a connu un nouveau ralentissement en décembre en raison principalement de la demande mondiale plus faible, qui s'est traduit par une contraction des nouvelles commandes. Dans la région, seuls les Philippines (53,1), la Thaïlande (52,5) et l'Indonésie (50,9) ont enregistré une croissance de l'activité en décembre. Fait notable, les fabricants philippins ont enregistré la plus forte croissance de l'activité manufacturière dans l'ASEAN pour la 1^{ère} fois en 34 mois. À l'inverse, l'indice PMI de Singapour a chuté de 56,2 à 49,1 en décembre, tombant ainsi sous le seuil optimal de 50,0 et signalant une détérioration de la santé du secteur industriel après une période continue de croissance de deux ans. La tendance baissière se confirme également pour la Malaisie (47,8), le Vietnam (46,4), et la Birmanie (42,1). Par ailleurs, globalement, les prévisions de croissance des directeurs d'achat pour l'année à venir sont tombées à leur plus bas niveau depuis plus d'un an.

Manufacturing PMI

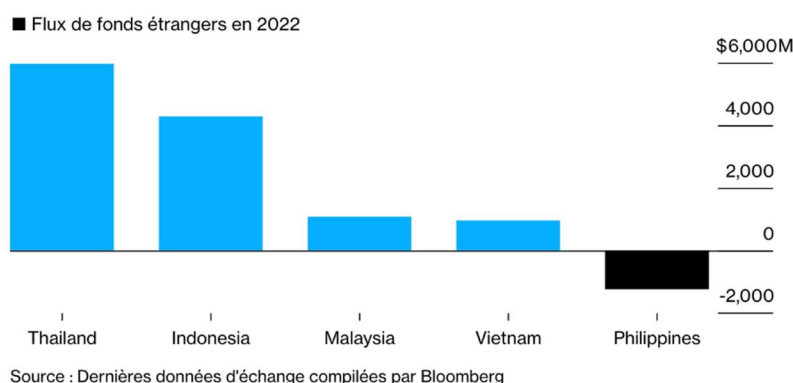
sa, >50 = improvement since previous month



Source: S&P Global

Sorties de capitaux des marchés actions sud-est asiatiques en fin d'année

Une récente analyse des positions des fonds communs de placement asiatiques réalisée en novembre par HSBC montre que les investisseurs étrangers tendent à réduire leurs placements sur les plus grands marchés sud-est asiatiques que sont l'Indonésie et Singapour, au profit de placements à Taïwan et Hong Kong. En outre, selon une analyse de Bloomberg publiée ce 5 janvier, le Vietnam et la Thaïlande sont les seuls marchés d'Asie du Sud-Est sur lesquels les investisseurs étrangers ont réalisé des acquisitions nettes d'actifs en décembre. Le vif intérêt des investisseurs internationaux pour l'Asie du Sud-Est en 2022, illustré notamment par des niveaux record de flux entrants enregistrés sur les marchés actions en Indonésie et Thaïlande (cf. graphique ci-dessous), faiblit, notamment en raison de la réouverture de la Chine qui tend à réattirer les capitaux vers l'Asie du Nord.



KIPF-AMRO : analyse de l'impact économique de la pandémie

Le Bureau de recherche macroéconomique de l'ASEAN+3 (AMRO) et l'Institut coréen des finances publiques (KIPF) ont dévoilé le 30 décembre une analyse de l'impact économique de la pandémie sur la région et des réponses fiscales apportées (« The Impact of COVID-19 on Regional Economies and Policy Responses »). La comparaison de l'indice de rigueur mesuré par l'Oxford Coronavirus Government Response Tracker montre que l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et le Vietnam ont adopté des mesures de quarantaine strictes face à la pandémie, tandis que les mesures prises par le Brunei, le Cambodge et le Laos ont été comparativement plus limitées. Ces mesures, entre autres, ont permis en 2021 aux pays analysés de rétablir les taux de croissance de leur PIB réel, à l'exception de Brunei. Si les économies de la région disposaient au début de la crise d'une marge de manœuvre budgétaire suffisante pour contenir ses effets, la faiblesse de la reprise économique et les mesures massives de soutien d'urgence ont aujourd'hui fragilisé leur situation budgétaire, et devraient accroître leur niveau d'endettement public à moyen terme. En outre, la pandémie a exacerbé des vulnérabilités structurelles, telles que l'augmentation des inégalités socio-économiques, et fait ressortir d'autres problèmes structurels à long terme, tels que l'adaptation au changement climatique et la numérisation. L'AMRO et le KIPF estiment qu'un simple retour à l'ensemble des politiques budgétaires pré-pandémiques ne pourra résoudre ces problèmes structurels et préconisent à chaque pays de prendre des mesures ambitieuses adaptées à leur marge de manœuvre budgétaire.

Indonésie

Déficit public de 2,4% du PIB en 2022 contre une prévision initiale de 4,8%

Le 3 janvier, la ministre des Finances a annoncé que l'Indonésie avait enregistré un déficit budgétaire de 29,77 Mds USD en 2022, soit 2,38% du PIB (sur la base de données non auditées). Le gouvernement avait initialement prévu un déficit de 4,85% du PIB, abaissé à 4,5% dans le budget révisé. Mais la consolidation budgétaire est plus importante grâce à une collecte des recettes stimulée par la hausse des prix des produits de base et la croissance économique. En effet, les recettes ont atteint 147,86 Mds USD et les dépenses, 174 Mds USD (dont 31 Mds USD pour les subventions et compensations sur les prix du carburant et les tarifs de l'électricité). Ainsi, le pays est parvenu à revenir sous le plafond légal de déficit budgétaire de 3% du PIB, avant la levée de sa suspension, pour 2023, où les autorités prévoient un déficit de 2,84% du PIB. Sri Mulyani a également annoncé une croissance de 5,2% pour 2023, et une projection à 5,3% pour 2023.

DEFICIT BUDGETAIRE 2022	2,38% DU PIB
• RECETTES	147,86 Md USD (12,5% du PIB)
→ VARIATION DES RECETTES	+30,6% (en roupies) par rapport à 2021
• DEPENSES	174 Md USD (14,7% du PIB)
→ DONT LES SUBVENTIONS ENERGETIQUES	31 Md USD (2,6% du PIB)
→ VARIATION DES DEPENSES	+11% par rapport à 2021

Décret gouvernemental pour remplacer la loi sur la création d'emplois, jugée anticonstitutionnelle

La loi OMNIBUS (n°11/2020) a été jugée fin 2021 « conditionnellement anticonstitutionnelle » par la Cour constitutionnelle et doit, pour être conforme à la Constitution, être amendée dans un délai de deux ans (donc d'ici fin 2023), ce qui crée une incertitude juridique. Plutôt que de suivre la procédure de révision de la loi habituelle avec le parlement, le gouvernement a utilisé l'argument d'une « situation d'urgence face à une récession mondiale imminente » pour publier le 30 décembre 2022 une réglementation gouvernementale PERPU (n°2/2022). Dans les procédures indonésiennes, cette réglementation doit être validée, pour avoir force de loi, par le Parlement dans un délai de trente jours. La procédure a attiré beaucoup de critiques de la société civile et de quelques partis minoritaires quant à sa constitutionnalité et au respect du rôle du Parlement. Cependant, cette réglementation gouvernementale devrait être votée sans difficulté par la Chambre des représentants, où la coalition gouvernementale est très largement majoritaire. D'ici là, son contenu (186 articles et 1117 pages) n'a pas été officiellement diffusé mais semble plus large que celui de la loi Omnibus. Parmi les points stipulés, on peut citer : un nouveau calcul du salaire minimum - avec une disposition autorisant le gouvernement à s'en éloigner -, un renforcement de la recentralisation des gouvernements locaux vers le gouvernement central, et la possibilité pour les ressortissants étrangers d'être propriétaires d'appartements en Indonésie.

Fin de la restructuration de Garuda

La compagnie aérienne nationale Garuda Indonesia a achevé la restructuration de sa dette de 9,8 Mds USD, et le gel des opérations boursières, débuté le 18 juin 2021, a été levé. Il s'agit de la restructuration d'entreprise la plus importante en Indonésie, avec l'injection de capital par l'Etat de 484 M USD et la conversion de dettes en actions. Avec ces opérations, l'Etat détient 64,5% du capital de Garuda, le partenaire Trans Airways n'ayant pas suivi l'augmentation de capital voit sa participation diminuer à 8%, les créanciers ayant participé à la conversion de dettes détiennent 22,6% du capital, le reste (4,8%) étant dans le public.

Malaisie

Inflation stable en novembre

L'inflation en novembre se maintient à 4% en glissement annuel, tirée principalement par l'inflation des produits alimentaires (+7,3%), du secteur de la restauration et de l'hôtellerie (+7%) et des transports (+5%). De janvier à novembre 2022, l'inflation a augmenté de 3,4% contre 2,3% l'année précédente. L'inflation sous-jacente a quant à elle progressé de 4,2% en novembre, contre 4,1% en octobre.

Vote d'un budget de transition

Alors que les orientations stratégiques du nouveau gouvernement sont en cours de finalisation, un mini-budget de transition a été présenté et adopté le 19 décembre. D'un montant de 163 Mds MYR (37 Mds USD), soit 44% du niveau initialement prévu pour 2023, ce budget permettra de payer les dépenses courantes durant 5 mois et les dépenses d'investissement pour une période de 7 mois. Un budget rectificatif couvrant l'ensemble de l'année devrait être présenté courant février.

Grand ménage dans le secteur public

Peu de temps après sa nomination, le Premier ministre Anwar Ibrahim a entamé un grand nettoyage au sein des postes de direction de principales entreprises et organismes publics. Ainsi, ont récemment été poussés vers la sortie le patron de l'électricien TNB, celui de la Malaysian Communications and Multimedia Commission, du Malaysian Palm Oil Council et de la Federal Land Consolidation and Rehabilitation Authority. Lors de son mandat, Ismail Sabri, le prédécesseur d'Anwar Ibrahim avait nommé personnellement 234 dirigeants. Selon les propos du Gouvernement, celui-ci serait en train de rationaliser les critères de nomination, en tenant compte de l'intégrité et des compétences et des candidats.

Augmentation sélective des tarifs de l'électricité

Afin de réduire l'impact des subventions sur les finances publiques, le Conseil National d'Action sur le Coût de la Vie (NACCOL), présidé par le Premier ministre, a décidé d'augmenter de 0,2 MYR /KWh soit +540% le coût de l'électricité pour les utilisateurs de moyenne tension et haute tensions (industriels et grandes entreprises). Cette mesure a pris effet à compter du 1^{er} janvier, les tarifs pour les particuliers restant inchangés pour le moment.

Singapour

Augmentation du PIB de 2,2% au T4 2022 et de 3,8% sur l'année

Selon les estimations préliminaires publiées par le ministère du Commerce et de l'Industrie (MTI), l'économie de Singapour a progressé de 2,2% en glissement annuel au 4^{ème} trimestre 2022, soit un ralentissement par rapport à la croissance de 4,2% enregistrée au trimestre précédent. En glissement trimestriel corrigé des variations saisonnières, l'économie a progressé de 0,2%, prolongeant ainsi la croissance de 1,1% enregistrée au T3. Pour l'ensemble de l'année 2022, la croissance est estimée à 3,8%, soit un ralentissement par rapport à la croissance de 7,6% enregistrée en 2021.

Ralentissement de la croissance des ventes au détail en novembre

Les ventes au détail ont progressé de 6,2% en un an en novembre, après une croissance de 10,3% en octobre, selon les données du Département des statistiques (Singstat) publiées ce 5 janvier. Sur une base mensuelle corrigée des variations saisonnières, les ventes au détail ont diminué de 3,7%, soit un renversement par rapport à la croissance de 0,1% enregistrée le mois précédent. La valeur totale des ventes au détail

Retail sales index, F&B services index

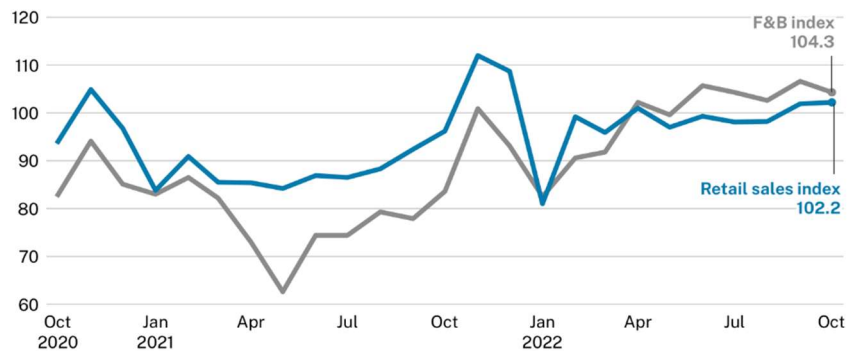


Chart: BT Design • Source: Department of Statistics

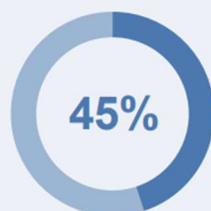
en novembre est estimée à 2,98 Mds USD (4 Mds SGD), les ventes en ligne représentant 14,8% (13% en octobre). D'après Singstat, la hausse de la proportion des ventes au détail en ligne est principalement liée à l'augmentation des ventes lors de certains événements de fin d'année tels que le « Black Friday ».

Perspectives d'emploi favorables au premier trimestre 2023

D'après la dernière enquête de ManpowerGroup - multinationale spécialisée dans le conseil en ressources humaines - les perspectives d'emploi s'annoncent favorables à court-terme dans la cité-État. Dans le cadre de ce sondage, 510 employeurs de Singapour ont été interrogés sur leurs intentions d'embauche pour la période de janvier à mars 2023. Les employeurs de 9 secteurs indiquent ainsi qu'ils prévoient de recruter, notamment les employeurs des secteurs de la finance et de l'immobilier, de l'énergie et des services publics et des biens et services de consommation. 81% des employeurs interrogés auraient par ailleurs l'intention d'augmenter les salaires de 3% ou plus, et 88% des employeurs prévoient d'accorder des primes d'un mois ou plus à leurs employés. D'après ManpowerGroup, la confiance dans la situation de l'emploi à Singapour se classe au 4^{ème} rang mondial sur 41 pays et territoires et au 1^{er} rang dans l'Asie-Pacifique.

+33%
Net
Employment
Outlook
Singapore

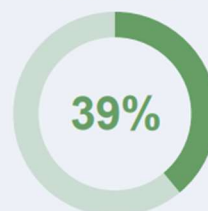
Plan to Hire



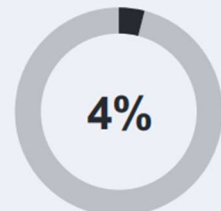
Expect a Staffing
Decrease



Plan to Keep Workforce
Levels Steady



Undecided



Vietnam

Impact de la fin de la politique zéro covid sur l'économie vietnamienne

Si l'impact le plus important de la réouverture des frontières chinoises sera probablement la reprise des arrivées de touristes chinois au deuxième semestre (qui représentaient avant la pandémie de Covid environ un tiers du total des arrivées internationales), l'impact le plus immédiat est l'appréciation du dong. En effet, selon VinaCapital, le rebond du dong de 5% début décembre fait écho à l'appréciation du yuan de 5% à la même période. Malgré le déficit commercial du Vietnam envers la Chine, les deux monnaies semblent en effet évoluer dans le même sens : en 2015 déjà, la dépréciation soudaine du yuan de 3% avait entraîné la dépréciation immédiate du dong de 3%. La réouverture de la Chine risque par ailleurs de provoquer de légères pressions inflationnistes, notamment sur l'énergie et l'alimentation. Cependant, les impacts sur l'économie du Vietnam devraient être plus faibles que dans d'autres pays de l'ASEAN.

Deux hausses des prix du carburant depuis le 1^{er} janvier

Le 1^{er} janvier, les prix des carburants ont été augmentés suite à quatre diminutions consécutives, en lien avec la hausse de la taxe environnementale sur l'essence, passée de 1 000 à 2 000 VND/litre (0,043 USD à 0,085 USD) suivant une résolution adoptée par le Comité permanent de l'Assemblée nationale, fin 2022. Le 3 janvier, les ministères de l'Industrie et du Commerce (MoIT) et des Finances (MoF) ont décidé d'augmenter une seconde fois les prix des carburants ; les prix du litre d'essence E5 RON 92 et de RON 95-III ont grimpé de 1,6% pour atteindre respectivement 21 350 VND (0,91 USD) et 22 150 VND (0,94 USD). Cette revalorisation intervient dans un contexte de hausse mondiale des prix du pétrole. Le MoIT a sommé le groupe PVN et les sociétés d'importation de garantir l'approvisionnement (afin d'éviter de retomber dans une situation de pénurie comme en octobre-novembre 2022), alors que la raffinerie Nghi Son a quant à elle annoncé l'interruption de ses activités pendant dix jours en raison d'un incident technique. Pour rappel, la taxe environnementale sur l'essence a été diminuée de moitié sur la période du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022, en comparaison au niveau pré-pandémie. Les taux réduits actuels resteront appliqués en 2023 avant d'être régularisées en 2024 : 4000 VND (0,17 USD) sur l'essence, 3000 VND (0,13 USD) sur le carburant d'aviation (jet fuel), 2000 VND (0,085 USD) sur le diesel, le fioul, les lubrifiants et les graisses, et 1000 VND (0,043 USD) sur le kérosène.

Possibles grèves dans les usines à la veille du Têt

Le ralentissement de la croissance mondiale a entraîné une baisse des commandes à destination du Vietnam. Par conséquent, environ 430 000 salariés se seraient vus imposer des réductions d'horaire. Si les commandes ne repartent pas à la hausse, des problèmes de rémunération sont attendus, notamment pour les primes du Têt. Cette situation, combinée à la hausse de l'inflation, fait craindre une hausse des grèves dans les usines au Vietnam.

Thaïlande

Inflation 2022 légèrement inférieure aux prévisions malgré une modeste accélération en décembre

Sur l'ensemble de l'année 2022, l'inflation atteint +6,1% en moyenne, soit un taux légèrement en deçà des prévisions de la Bank of Thailand (BoT) à +6,3%. Il s'agit du taux le plus élevé enregistré sur les 24 dernières années, tiré d'abord par la hausse des prix internationaux de l'énergie mais aussi par des causes domestiques (notamment les effets de la fièvre porcine, des inondations, la hausse du salaire minimum et plus généralement de la consommation intérieure) affectant le prix des biens et services. Au mois de décembre 2022, l'inflation a par ailleurs connu une légère accélération, s'élevant à +5,9% après une phase de décrue depuis septembre (+7,8% en août, +6,4% en septembre, +6% en octobre et +5,5% en novembre). Pour 2023, les autorités monétaires restent cependant confiantes sur leur capacité à ramener l'inflation dans sa cible de 1-3%, (+2,6% prévu en 2023 par la BoT) du fait de la baisse anticipée des prix de l'énergie et des coûts logistiques d'approvisionnement induits par le ralentissement en cours de l'activité économique mondiale.

Déficit commercial de 15 Mds USD sur 11 mois

En novembre, les exportations ont diminué de 6,0 % g.a. à 22,3 Mds USD en lien avec le ralentissement en cours de l'économie mondiale (affectée par l'inflation et les effets de la hausse des taux d'intérêt dans les économies avancées) et les mesures zéro-covid en Chine déstabilisant son secteur manufacturier. Sur les 11 premiers mois de l'année, les exportations ont enregistré une hausse de +7,6 % (g.a.) à 265,3 Mds USD, qui reste néanmoins nettement en deçà des performances de 2021 (+19,3%). Dans le même temps, les importations ont continué de croître à un rythme soutenu (+16,3% à 280,4 Mds USD), entraînant un déficit de la balance commerciale de 15 Mds USD sur la période.

Philippines

Pic d'activité dans le secteur manufacturier en décembre selon l'indice PMI

L'indice S&P Global Philippines Manufacturing Purchasing Managers' Index (PMI) a atteint un sommet sur six mois de 53,1 en décembre (contre 52,7 en novembre), le plus haut parmi les pays de l'ASEAN, indiquant une solide amélioration de la santé du secteur manufacturier philippin. Décembre a également marqué le 11^{ème} mois consécutif d'expansion de l'activité manufacturière. L'augmentation de la production et des commandes (pour le 4^{ème} mois consécutif) ont été les deux principaux facteurs d'amélioration de l'indice, malgré une inflation de 8,1% en décembre, des retards dans certaines chaînes d'approvisionnement et des pénuries de matériaux. S&P Global a noté que la demande intérieure a entraîné de nouvelles commandes, tandis que les commandes étrangères ont diminué pour le 10^{ème} mois consécutif. Le retour progressif à la normale aux Philippines, en termes d'activités économiques et d'emploi, continue de fournir l'impulsion nécessaire pour maintenir une demande intérieure élevée. La production des usines cette année continuera probablement d'augmenter à mesure que la Chine rouvrira son économie, ce qui devrait aussi être accompagné d'une baisse du prix des intrants.

Visite d'Etat du Président Ferdinand Marcos Jr en Chine

À l'occasion de la visite d'Etat du Président Ferdinand Marcos Jr à Pékin du 3 au 5 janvier, les Philippines ont obtenu de nouveaux prêts de la Chine pour un total de 201,8 M USD, destinés à financer des projets d'infrastructure clés tels que des ponts et des systèmes de contrôle des inondations. En outre, la Chine a accepté de mettre à disposition environ 218 M USD de fonds supplémentaires pour de futurs projets. Par ailleurs, 14 accords bilatéraux ont été signés au cours de la visite. Ces accords couvrent de nombreux domaines, notamment la Belt and Road Initiative, les infrastructures, l'agriculture et la pêche, le commerce électronique, le numérique, le tourisme, ainsi que la mise en place d'un mécanisme de communication sur les sujets de contentieux maritimes. La Chine est le premier partenaire commercial des Philippines, avec un volume d'échange évalué à 38,35 Mds USD en 2021. Les prochains déplacements du Président Marcos sont prévus au World Economic Forum (Davos) puis au Japon qui est le principal contributeur d'aide au développement des Philippines.

Cambodge

Exportations de riz vers l'UE en hausse de 42% en 2022

Le Cambodge a exporté 637 000 tonnes de riz décortiqué en 2022, en hausse de 3,2%, pour une valeur de 414 M USD. La Chine demeure le premier marché, représentant 45% des exportations, suivie par l'UE avec 35%. Les exportations vers l'UE ont grimpé de 42% pour atteindre 221 504 t, tandis que celles vers la Chine ont baissé de près de 7% à 288 830 t. Représentant 9,2% du marché, l'ASEAN a acheté 64 733 t (+2,5%), tandis que les exportations vers les autres destinations (Afrique, Etats-Unis, Australie...) ont chuté de 30% à 61 937 t. Pour mémoire, avant l'imposition par la Commission européenne, à la demande de l'Italie, d'une mesure de sauvegarde contre le riz cambodgien entre 2019 et 2022, l'UE absorbait près de 50% des exportations. Ce chiffre est tombé à moins de 30% en 2021, avec la France comme principale destination (près de 50% des importations européennes). La levée de cette sauvegarde a été ainsi un des facteurs de la hausse des exportations de riz vers le marché européen.

Soutien continu de la France pour améliorer l'accès à l'eau et à l'électricité

Proparco, filiale de l'Agence française de développement (AFD), a signé un financement à long terme de 20 M USD avec la Foreign Trade Bank of Cambodia (FTB), ainsi qu'une subvention d'assistance technique de 1,5 M EUR (1,6 M USD) pour soutenir l'accès au financement des petites entreprises d'eau et d'électricité situées dans les zones rurales et périurbaines du Cambodge. Il s'agit en effet de la phase 2 du projet de l'AFD visant à améliorer l'accès aux services essentiels d'eau et d'électricité pour les ménages cambodgiens dans les zones reculées. Ce projet devrait contribuer à l'objectif du gouvernement de raccorder 100% des ménages à une eau propre et à une électricité fiable d'ici 2025. Pour mémoire, le taux d'électrification au Cambodge est passé de 6,6% en 2000 à 97,5% fin 2021. Environ 50% des villages du Cambodge n'ont toujours pas accès à l'eau potable.



Reprise de vols Siem Reap – Hanoï

La compagnie Cambodia Angkor Air (CAA) a repris le 22 décembre 2022 ses vols commerciaux entre Siem Reap et Hanoï, après une interruption de plus de deux ans en raison de la crise sanitaire. Cette reprise devra contribuer à stimuler le flux de touristes entre les deux villes. CAA assure les vols entre Siem Reap et Hanoï 3 fois par semaine. Outre cette ligne, des vols entre Siem Reap et Ho Chi Minh-Ville, Siem Reap et Danang, Phnom-Penh et Hanoï, Phnom-Penh et Ho Chi Minh-Ville et enfin Sihanoukville et Ho Chi Minh-Ville sont également disponibles. De janvier à novembre, le Cambodge a accueilli près de 1,9 millions de visiteurs internationaux, soit près de 12 fois plus que 2021 (ce qui représente toutefois moins de 30% des chiffres d'avant crise). Le gouvernement espère que la fin de politique de zéro covid en Chine redynamisera l'économie et le tourisme du Cambodge. Pour mémoire, le nombre de touristes étrangers a atteint 6,6 millions en 2019, dont 2,3 millions de touristes chinois.

Laos

Des privatisations partielles à envisager selon le nouveau Premier ministre

Le Dr Sonexay Siphandone, élu Premier ministre par l'assemblée nationale le 30 décembre, a indiqué que suite à leurs restructurations datant d'octobre 2021 et décembre 2021, la Banque Laotienne de Développement et la Banque de Promotion de l'Agriculture ont dégagé des bénéfices. Il avait poussé à ces restructurations alors qu'il était vice-Premier ministre, chargé des questions économiques. Malgré le fardeau que certaines entreprises publiques représentent encore, en raison de leur mauvaise gestion et de leur inefficacité, le gouvernement laotien maintient son choix d'une propriété publique pour celles ayant une « importance stratégique extrême », mais qu'il vendra des parts d'autres entreprises moins stratégiques à des investisseurs privés.

Une croissance inégalitaire et faible en emplois

Selon la Banque mondiale, le PIB du Laos a augmenté de 7,5% par an en moyenne entre 2000 et 2018, principalement grâce au commerce et aux investissements dans les ressources naturelles (mines et énergie). Cette croissance n'a toutefois pas bénéficié à tous, faute de s'accompagner réellement de créations d'emploi. De fait, mines et hydroélectricité représentaient 20,7% du PIB en 2018 mais seulement 1% des emplois, sans compter que le premier secteur, en particulier, profite à de nombreux intérêts étrangers. D'ailleurs, le taux de chômage est passé de 4,1% en 2012 à 15,7% en 2018. La pauvreté recule donc moins vite que dans des pays similaires alors que le Laos devra créer 60 000 emplois par an dans les décennies à venir pour compenser la croissance de sa population. Sans surprise, la Banque mondiale recommande de réaliser les réformes nécessaires à un climat des affaires plus propice à l'investissement, afin d'attirer IDE, manufactures et de favoriser la création d'emplois.

Birmanie

Chute de 61% des investissements directs étrangers

Sur les 9 premiers mois de l'année fiscale 2022-23 (avril à décembre 2022), les investissements directs étrangers approuvés se sont élevés à 1,5 Mds USD, en baisse de 61% à par rapport à la même période de 2020-21. Singapour est le premier investisseur avec 1,15 Md USD devant la Chine (98 M USD) et Hong Kong (165 M USD).

Budget supplémentaire de l'année 2022-23 approuvé par le gouvernement

Le conseil administratif d'Etat (SAC) a publié la loi de finances rectificative pour l'année fiscale en cours (avril 2022 à mars 2023). 440 Mds MMK (209 M USD) sont ainsi alloués en supplément à la défense, ce qui contribue à une hausse des dépenses de 21% comparé au précédent budget du gouvernement civil de 2020-21. Par ailleurs, les postes de la santé, de l'éducation et de l'agriculture voient leurs dépenses diminuer respectivement de 36%, 11% et 18%.



Tableau de bord macroéconomique

CROISSANCE ANNUELLE	PRÉVISIONS BASD (dec-22)			COVID-19 (au 3/1/23)			
	2021	2022	2023	Moyenne 7 jours	Moyenne 30 jours	Tendance	Vacc./pop. totale
ASEAN	▲ 3,3%	▲ 5,0%	▲ 4,7%	1 382	4 629	↓	69%
Indonésie	▲ 3,7%	▲ 5,4%	▲ 4,8%	435	1 341	↓	63%
Thaïlande	▲ 1,5%	▲ 3,2%	▲ 4,0%	302	413	↓	75%
Singapour	▲ 7,6%	▲ 3,3%	▲ 2,3%	308	928	↓	91%
Philippines	▲ 5,7%	▲ 7,4%	▲ 6,0%	67	760	↓	64%
Malaisie	▲ 3,1%	▲ 7,3%	▲ 4,3%	129	869	↓	81%
Vietnam	▲ 2,6%	▲ 7,5%	▲ 6,3%	109	256	↓	87%
Birmanie	▼ -5,9%	▲ 2,0%	▲ 2,6%	10	13	↓	51%
Cambodge	▲ 3,0%	▲ 5,3%	▲ 6,2%	9	15	↓	87%
Laos	▲ 2,3%	▲ 2,5%	▲ 3,5%	14	33	↓	69%

PMI MANUFACTURIER	déc-22	nov-22	oct-22	sept-22	août-22	juil-22	juin-22
ASEAN	50,3	50,7	51,6	53,5	52,3	52,2	52,3
Birmanie	42,1	44,6	45,7	43,1	46,5	46,5	48,2
Indonésie	50,9	50,3	51,8	53,7	51,7	51,3	51,3
Malaisie	47,8	47,9	48,7	49,1	50,3	50,6	50,3
Philippines	53,1	52,7	52,6	52,9	51,2	50,8	52,9
Singapour (Global PMI)	49,1	56,2	57,7	57,5	56,0	58,0	57,7
Thaïlande	52,5	51,1	51,6	55,7	53,7	52,4	51,1
Vietnam	46,4	47,4	50,6	52,5	52,7	51,2	46,4

PIB TRIM. (g.a)	T4-22	T3-22	T2-22	T1-22	T4-21	T3-21	T2-21
Indonésie		▲ 5,7%	▲ 5,4%	▲ 5,0%	▲ 5,0%	▲ 3,5%	▲ 7,1%
Malaisie		▲ 14,2%	▲ 8,9%	▲ 5,0%	▲ 3,6%	▼ -4,5%	▲ 15,9%
Philippines		▲ 7,6%	▲ 7,5%	▲ 8,2%	▲ 7,8%	▲ 7,0%	▲ 12,1%
Singapour	▲ 2,2%	▲ 4,2%	▲ 4,7%	▲ 4,0%	▲ 6,1%	▲ 7,5%	▲ 15,8%
Thaïlande		▲ 4,5%	▲ 2,5%	▲ 2,3%	▲ 1,8%	▼ -0,2%	▲ 7,7%
Vietnam	▲ 5,9%	▲ 13,7%	▲ 7,8%	▲ 5,1%	▲ 5,2%	▼ -6,0%	▲ 6,7%

CONSOMMATION (g.a)	T3-22	T2-22	T1-22	T4-21	T3-21	T2-21	T1-21
Indonésie	4,3%	4,2%	3,2%	3,8%	1,0%	6,2%	-1,8%
Malaisie	13,1%	15,3%	5,7%	3,2%	-2,3%	11,0%	-0,3%
Philippines	8,0%	8,6%	10,0%	7,5%	7,1%	7,3%	-4,8%
Singapour	11,4%	13,8%	4,9%	2,6%	4,1%	23,0%	-6,9%
Thaïlande	9,0%	7,1%	3,5%	0,4%	-3,2%	4,7%	-0,3%
Vietnam	7,3%	6,1%	4,3%	2,1%	1,6%	3,6%	4,6%

IPC / INFLATION (g.a)	déc-22	nov-22	oct-22	sept-22	août-22	juil-22	juin-22
Indonésie	5,5%	5,4%	5,7%	6,0%	4,7%	4,9%	4,3%
Laos	39,3%	38,5%	36,8%	34,0%	30,0%	25,6%	23,6%
Malaisie		4,0%	4,0%	4,5%	4,7%	4,4%	3,4%
Philippines	8,1%	8,0%	7,7%	6,9%	6,3%	6,4%	6,1%
Singapour		6,7%	6,7%	7,5%	7,5%	7,0%	6,7%
Thaïlande	5,9%	5,5%	6,0%	6,4%	7,9%	7,6%	7,7%
Vietnam	4,5%	4,4%	4,3%	3,9%	2,9%	3,1%	3,4%

EXPORTATIONS (g.a, Mds USD)	nov-22	oct-22	sept-22	août-22	juil-22	2021	2020
Indonésie	5,6%	11,9%	20,2%	29,9%	32,0%	231,6	163,2
Malaisie	4,7%	1,9%	19,2%	39,9%	30,7%	299,4	234,8
Philippines		20,0%	7,1%	-2,0%	-4,1%	74,7	65,2
Singapour	-6,3%	0,7%	14,5%	19,2%	25,0%	457,1	373,8
Thaïlande	-6,0%	-4,4%	7,8%	7,5%	4,3%	272,0	231,6
Vietnam	-8,9%	5,2%	9,9%	27,8%	9,9%	336,2	282,6

CPTE COURANT (% du PIB)	T3-22	T2-22	T1-22	T4-21	T3-21	T2-21	T1-21
Cambodge		-46,3%	-34,9%	-58,7%	-25,2%	-46,2%	-52,6%
Indonésie	1,3%	1,2%	0,2%	0,5%	1,7%	-0,7%	-0,4%
Malaisie	3,1%	1,0%	0,7%	3,6%	4,8%	3,6%	3,2%
Philippines	-6,2%	-7,6%	-4,4%	-3,3%	-1,1%	-1,3%	-0,1%
Singapour	20,5%	18,9%	20,0%	18,6%	20,0%	20,1%	13,7%
Thaïlande	-6,4%	-6,5%	-1,9%	-1,3%	-3,8%	-2,2%	-1,3%

CPTE FINANCIER (Mds USD)	T3-22	T2-22	T1-22	T4-21	T3-21	T2-21	T1-21
Cambodge		-2,4	-2,7	-3,8	-2,1	-2,9	-3,3
Indonésie	6,1	1,2	2,0	2,3	-7,3	-1,7	-5,8
Laos	0,1	0,0	-0,1	-0,1	0,1	-0,4	0,1
Malaisie	3,3	-0,1	-7,3	-0,2	0,0	1,0	-4,1
Philippines	-2,8	-3,0	-4,5	-5,8	-2,6	-2,9	4,3
Singapour	-40,7	-74,1	-55,1	-15,4	1,6	-4,5	10,3
Thaïlande	3,5	0,2	-3,7	-0,8	-2,6	2,7	6,7
Vietnam	4,9	-8,9	-3,4	-6,9	-8,7	-10,1	-5,1

TAUX DE CHÔMAGE	T3-22	T2-22	T1-22	T4-21	T3-21	T2-21	#REF!
Malaisie		3,7%	3,9%	4,1%	4,3%	4,7%	4,8%
Philippines	4,5%	5,2%	5,7%	6,4%	7,4%	6,9%	8,7%
Singapour		2,0%	2,6%	2,0%	2,1%	2,5%	3,4%
Thaïlande		1,2%	1,4%	1,5%	1,6%	2,3%	1,9%
Vietnam	2,3%	2,3%	2,3%	2,5%	3,6%	4,0%	2,6%

TAUX DIRECTEURS	Vietnam	Thaïlande	Malaisie	Indonésie	Philippines	Laos	Birmanie
	4,50%	1,25%	2,75%	5,50%	5,50%	6,50%	7,00%
Dernier changement	oct-22	nov-22	nov-22	nov-22	nov-22	oct-22	mai-20

TAUX DE CHANGE	04/01/23	1 mois	Ytd	1 an	2022	2021	2020
VND/USD	23 320	-5,0%	-0,2%	2,9%	23 271	23 160	23 208
SGD/USD	1,34	-2,6%	-0,2%	-0,7%	1,38	1,34	1,38
IDR/USD	15 590	-0,8%	-0,9%	8,6%	14 917	14 345	14 625
MYR/USD	4,40	-3,2%	-0,2%	4,6%	4,40	4,14	4,20
THB/USD	34,26	-4,4%	-0,9%	2,6%	35,05	31,98	31,29
PHP/USD	55,75	-2,9%	-0,1%	11,4%	54,48	49,25	49,62

MARCHÉS FINANCIERS	30/12/22	1 mois	Ytd	1 an	2022	2021	2020
MSCI AC ASEAN	1 421	▼ -0,3%	▼ -4,1%	▼ -4,1%	▼ -4,1%	▲ 0,2%	▼ -6,2%
S&P 500	3 840	▼ -5,9%	▼ -19,4%	▼ -19,4%	▼ -19,4%	▲ 26,9%	▲ 16,3%
Brent (USD/baril)	\$79,7	▼ -12,8%	▲ 23,2%	▲ 23,2%	\$100,1	\$69,9	\$41,5

Sources : CEIC, WHO, Our World in Data, FMI, IHS Markit, S&P, MSCI

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN

Rédacteurs : Esma LAOUADI, Olivia PEZARD, Eva THACH

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun et Phnom Penh

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Pour s'abonner : esma.laouadi@dgtrésor.gouv.fr ; olivia.pezard@dgtrésor.gouv.fr ; eva.thach@dgtrésor.gouv.fr



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

Liberté
Égalité
Fraternité